

N° agrégation :
P 201 114

Maison Africaine

Belgique/België
P.P.
Bruxelles 5
BC3204



2012



2011

2013

ANNÉES DE TRANSITION

DÉCEMBRE 2012

SOMMAIRE



- | | |
|-------|------------------------------|
| P. 3 | Edito : une année différente |
| P. 5 | Des compétences usurpées |
| P. 6 | Impact sur notre Maison |
| P. 8 | Projet Tutorat |
| P. 9 | Projet « Université d'été » |
| P. 10 | S'adapter à la demande |
| P. 11 | Un livre |

Coopération au développement

Coupes budgétaires

Transition

Défédéralisation

Compétences usurpées

Financements

RECONSTRUIRE L'AFRIQUE PAR LE SAVOIR

Entre sérénité et appréhension

Chères Lectrices,
Chers Lecteurs,

La Maison Africaine vit et se développe principalement grâce aux nouveaux projets qui voient le jour, aux nouveaux investissements, au personnel qui tente tous les jours d'améliorer les conditions de vie des étudiants et au Conseil d'administration qui détermine les grands axes de notre avenir.

Ces développements font de la Maison une entreprise pleinement sociale, axée avant tout sur le bien-être des étudiants, sur leur accueil, leur réussite scolaire, leur intégration professionnelle et, in fine, leur retour au pays. Ces projets font notre spécificité. Bien plus, ils sont la condition de notre avenir. Si le logement pour étudiants reste notre principal cheval de bataille, force est de constater que la Maison d'aujourd'hui surfe sur de nouveaux canaux. Je pense principalement au projet Tutorat dont bénéficient quelque 150 enfants, aux divers projets de sensibilisation culturelle destinés tantôt aux étudiants, tantôt aux autochtones et aux rapprochements avec les Universités et organismes de bourses. Car l'accompagnement de « nos » étudiants ne se fait pas sans une connaissance approfondie de leurs us et coutumes, mais également de leur entourage à Bruxelles. Et l'entourage d'un étudiant africain à Bruxelles, c'est son Université, éventuellement son organisme de bourse et ... sa Maison Africaine.

La Maison se doit donc de passer à travers la petite tempête qui secoue ici les budgets fédéraux, ici l'organisation de la Coopération belge.

Thierry Van Pevenage,
Directeur





Madame la Présidente,
Monsieur l'Administrateur-délégué,



Les Administrateurs,

L'ensemble du personnel de la Maison



Et les 80 étudiants qui y vivent



Vous souhaitent un joyeux Noël



ainsi qu'une très heureuse année 2013.



Maison
Africaine

Compétences usurpées



Les compétences usurpées sont des missions actuellement financées par le fédéral mais qui devraient tomber à charge des régions. C'est en tout cas ce qui est prévu dans l'accord de gouvernement. Néanmoins l'état fédéral doit se serrer la ceinture et les entités fédérées ne veulent pas financer ces nouvelles compétences. Dès lors une série de projets sont compromis. Qu'en est-il de notre Maison?

Véronique Fiévet (RTBF) nous résume la situation qui prévaut pour la Maison Africaine et pour les autres Maisons et Foyers internationaux.

« La Maison Africaine existe depuis 50 ans, elle accueille 80 étudiants. Salim est en dernière année polytechnique. Sa réussite à l'ULB, il dit la devoir en partie à l'accueil reçu ici : "Les étudiants qui arrivent d'Afrique sont perturbés quand ils arrivent pour la première fois en Europe. Heureusement il y a le personnel de la Maison Africaine, qui connaît le fonctionnement de l'université, les inscriptions, les moyens de transport..."

Mais le financement de la Maison Africaine est compromis. 1/3 du budget provient de la coopération du développement,

qui menace d'interrompre le financement. D'où les inquiétudes de son directeur Thierry Van Pevenage : *La Maison va se détricoter; sur le long terme on ne sait pas du tout ce qu'on va devenir.* »

Aux dernières nouvelles, c'est toujours le brouillard total. Le ministre fédéral du budget confirme que ces transferts de compétences sont inscrits dans l'accord de gouvernement. Ils doivent donc avoir lieu. Par contre au cabinet du ministre régional bruxellois, on maintient que rien n'est prévu. »

« AUX DERNIÈRES NOUVELLES, C'EST TOUJOURS LE BROUILLARD TOTAL. »

Véronique Fiévet - RTBF

2 octobre 2012



Impacts sur notre Maison

Ces compétences dites « usurpées » ont de nombreux impacts sur nos activités. Sont touchés par ces mesures : le volet social de notre Maison, le volet culturel et coopération au développement. Certains investissements sont également remis en cause ainsi qu'une partie de notre public.

En somme, nous devons une fois encore craindre un renforcement du fossé entre les plus pauvres et les plus riches.

Explications ...

Impact social

Les conséquences sociales d'une diminution ou suppression des subsides sont lourdes. En effet, c'est principalement le soutien de la coopération au développement qui nous permet, d'une part, de proposer un accompagnement social souvent indispensable aux étudiants et stagiaires africains et d'autre part, de proposer aux étudiants un logement qui tient dans un bon rapport qualité / prix.

Nous avons récemment fait le point sur l'état du logement étudiant à Bruxelles. La suppression d'un subside de fonctionnement engendre nécessairement la suppression du programme d'accompagnement social et une hausse considérable du prix.

Impact culturel

Tout comme pour le programme social, la suppression d'un subside entraîne la suppression du programme culturel. Or, ce programme culturel est l'occasion de donner une image relativement exhaustive de notre pays aux étudiants qui demain la relayeront dans leur pays d'origine.

La valeur du séjour des étudiants africains tient aussi dans l'approche d'une nouvelle culture.



Congo Event

Un programme d'accès à l'emploi.



Matong'Art

Un programme de sensibilisation à l'eau



Visite de la centrale de Tihange

Exemples d'événements conditionnés par les subsides de la coopération au développement.



Depuis toujours, la Maison vise à aider les étudiants à retourner dans leur pays d'origine. Le programme Mobilité professionnelle développé depuis 2008 en est la dernière expression.

Impact sur le développement

Une fois encore, le développement de ce type de programme nécessite un soutien tant sur le plan moral que financier. La garantie d'un subside est la condition sine qua non du développement de ce type de programme retour.

Impact sur le public

Il est évident que si nous sommes contraints de supprimer le volet accompagnement social, le volet culturel, le programme de coopération au développement et que nous devons, en plus de ces privations, revoir le prix des loyers à la hausse, nous changerons automatiquement notre public cible.

La Maison Africaine a, depuis toujours, été destinée à des étudiants et stagiaires africains en transit sur le territoire belge. Nos programmes se sont toujours développés autour de cette thématique. Or, la majorité de ces étudiants et stagiaires, qu'ils soient boursiers de la coopération belge ou non, demandent cet accompagnement.

Impact sur les investissements

Nous avons réalisé, en 2011, d'importants investissements. Pour rappel, nous avons entièrement restauré le système électrique, remplacé notre ancienne toiture, procédé à un ravalement complet des façades, sécurisé les bâtiments et mis la plomberie en conformité.

Afin de nous adapter à la demande, nous avons également aménagés 2 studios et sommes aujourd'hui en cours d'aménagement d'un appartement pour un couple d'étudiants. Parallèlement, de nombreuses chambres ont été restaurées.

Nous avons rédigé, début 2012, un programme d'investissement destiné à répondre au mieux aux demandes des étudiants, mais également aux demandes des universités, écoles supérieures et organismes de bourse. Ce programme d'investissements nécessite une continuité dans les subsides de la coopération belge. Une fois encore, la suppression des subsides entraînerait une inadéquation entre l'offre et la demande de logements ainsi qu'un déséquilibre dans les programmes de bourses. En effet, soutenir un étudiant africain par une bourse sans lui proposer parallèlement un logement décent assorti d'un certain nombre de services, c'est lui mettre des bâtons dans les roues.



Tutorat

Si la presse aborde fréquemment les sujets qui ont trait aux écoles de devoirs et autres cours de rattrapage extra-scolaire, c'est qu'il existe aujourd'hui dans nos sociétés un déséquilibre à trouver quelque part entre l'enseignement, le rôle des parents dans la famille et la place de l'activité professionnelle dans la vie familiale. Outre cette question d'équilibre des valeurs, certains enfants ont besoin d'un « coup de pouce » tantôt parce qu'ils ne parviennent pas à suivre une matière jugée plus difficile, tantôt parce qu'ils ne trouvent pas leur place à l'école, voire dans leur classe. C'est pour cette dernière raison principalement que nous avons pris l'initiative, en 2007, de lancer le programme tutorat.

Un projet dont nous avons été contraints de limiter le nombre d'inscriptions.

Un projet qui témoigne du renforcement de certains écarts socioéconomiques et qui remet en question l'équilibre des valeurs.



Après un début de programme raisonnable en 2008, nous nous sommes vus obligés, fin 2010, de limiter considérablement notre activité. En effet, nous comptabilisons, en 2010, plus de 2.300 heures de cours et avons été contraints de ramener progressivement le programme sous la barre de 1.500 heures de cours. Cette explosion, en peu de temps, du nombre d'heures dispensées témoigne d'une part du déséquilibre évoqué ci-dessus et d'autre part d'une fracture socioéconomique certaine.

D'autre part, nous nous sommes également entêtés à faire respecter le « contrat » à ceux d'entre les élèves qui se disaient incapables de payer les 3 euros prévus par heure de cours. En effet, le projet affichait 2,23 % d'impayés en 2010 et 3,43 % en 2011. Une gestion plus rigoureuse et en particulier un suivi des élèves en difficulté nous a permis de retomber à 0,18 % en septembre 2012.



Université d'été

L'idée d'organiser une Université d'été est venue du constat récurrent que nombreux sont les étudiants diplômés et surdiplômés qui ne parviennent pas à « transformer l'essai ». En d'autres mots, la recherche d'un emploi à la hauteur des perspectives que la majorité des étudiants se sont fixées semble parfois laborieuse.

Soucieux de favoriser l'accès à l'emploi aux quelque 130 étudiants qui transitent chaque année par la Maison Africaine, nous avons opté cette année pour une formule coaching.

La formule a suscité un intérêt certain.

Ainsi est née l'idée d'Université d'été qui s'est concrétisée sous forme de coaching à l'attention des étudiants en possession d'au moins un diplôme supérieur.

Le programme intense s'est tenu du 2 au 4 juillet en présence de top-managers venus présenter leur fonction d'une part et tout ce que cela suppose et engendre d'autre part. Ont ainsi été abordés des sujets allant de l'utilité d'avoir un carnet d'adresses à la nécessité de s'investir corps et âme dans son projet. La confiance en soi, les connaissances linguistiques, la rédaction du CV ou les Agences internationales (ONU, ...) sont autant de sujets qui ont été abordés par les intervenants.

C'est ainsi que nous avons eu le plaisir d'écouter et de débattre de ces thématiques avec Valérie Kanza (business woman), Pierre Bruyère (fondateur directeur de Belnet), Marie Sorokakis (Afrik interim), JL Onckelinx et Ch. Lehembre (Nations Unies).

Le séminaire s'est clôturé par la visite de la Régie IPM (La Libre Belgique, Paris Match Belgique, La Dernière Heure, ...). Cette visite a permis aux candidats de confronter les informations théoriques à une réalité journalistique ... celle de l'industrie de la presse.



Visite du groupe IPM - Juillet 2012

Le profil des étudiants qui vivent en nos bâtiments change selon les choix opérés par les organismes de bourses, selon l'évolution globale de nos sociétés et selon les individus pris isolément.

Notre souhait est de nous adapter à ces changements tout en préservant la valeur sociale de nos activités.

Comme déjà évoqué ci-dessus, la Maison Africaine vit de ses projets, de ses changements et adaptations. Et ce n'est pas le dossier des compétences usurpées ou les projets encore très flous de défédéralisation de certaines matières qui doivent altérer le programme global de la Maison.

Au contraire, il est plus que jamais temps et indispensable de montrer aux pouvoirs subsidiants existants et potentiels que notre asbl répond à de réels besoins et que ces besoins changent avec le temps. Dans le même sens, les conditions de vie et de confort ont considérablement changé en 50 ans et la Maison s'est fait un devoir de s'adapter à ces multiples changements. Nous pensons entre autres à la réfection complète de l'électricité, à l'installation d'un réseau Internet permettant aux étudiants de télécharger leurs cours, voire de passer des examens à partir de leur chambre.

C'est dans cette perspective générale que nous avons pris l'initiative de créer un appartement destiné à accueillir des couples d'étudiants et / ou professeurs en visite à Bruxelles.



Le lecteur découvrira, à travers les entretiens que le Père Martin Ekwa accorde au professeur C. Faïk-Nzuzi, l'un des modèles culturels les plus extraordinaires dont les Africains, en particulier les Congolais, peuvent être fiers aujourd'hui.

Par les responsabilités qu'il a eu à assumer dès l'accession de la RD Congo à l'Indépendance, il a participé à l'histoire de l'Éducation non seulement au niveau de ce pays, mais au niveau du continent africain et mondial. Car il a été le premier Africain à assumer les plus hautes fonctions à l'OIEC (Office International de l'Enseignement Catholique).

Intellectuel de terrain et homme politique de référence, le Père Martin Ekwa a traversé toutes les périodes importantes de l'histoire du Congo, les plus exaltantes comme les plus sombres, menant chaque fois le juste combat, tantôt au premier rang, tantôt de manière plus discrète : combat pour les programmes scolaires adaptés aux réalités congolaises ; combat pour que les filles reçoivent la même instruction que les garçons ; combat pour la dignité des femmes, combat contre les atrocités qui se passent dans l'Est du pays.

La jeunesse africaine trouvera dans le cri d'espoir que le Père Martin Ekwa lui lance une pathétique invitation au courage, au travail, au combat pour l'émergence d'une société fondée sur des valeurs morales et spirituelles dont le pays a besoin pour son développement intégral.

Martin EKWA bis Isal, s.j.



La RD Congo
contée autrement
Jalons pour l'avenir

Entretiens avec
Clémentine M. FAÏK-NZUJI

Editions Loyola, Kinshasa, 2012

Vous voulez renforcer l'un de nos projets

**40
EUROS**

**POUR UN ÉLÈVE,
UN ÉTUDIANT,
POUR L'ÉDUCATION,
POUR L'AFRIQUE**

Notre compte

210—083 56 16—13

Tout don de 40 euros ou plus est fiscalement déductible.

Contact, Réalisation, Éditeur responsable
Thierry Van Pevenage

A.s.b.l. agréée par la D.G..D.
Rue d'Alsace Lorraine, 33
1050 Bruxelles
T 02/513 75 92
F 02/512 73 52
administration@maisonafricaine.be
www.maisonafrique.be

Maison Africaine